REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
DÉPARTEMENT DE LA VENDÉE
ARRONDISSEMENT DES SABLES D'OLONNE
COMMUNE DE LONGEVILLE-SUR-MER

PROCÈS VERBAL
RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 27-03-2018

L'an deux mil dix-huit, le vingt-sept du mois de mars, à dix-huit heures trente minutes, les membres du conseil municipal de la commune de Longeville sur Mer, dûment convoqués, se sont réunis en session ordinaire, dans la salle du conseil municipal de la mairie, sous la présidence de M. BRIDONNEAU Michel, Maire.

Nombre de conseillers municipaux de la strate : 19.
Nombre de conseillers municipaux en activité : 16.
Date de convocation du conseil municipal : 23/03/2018.

PRÉSENTS (14): AUNEAU Florence, BIRONNEAU Patrice, BOURASSEAU Gabriel, BRIDONNEAU Michel, JARRY David, JOUSSET Didier, LE BIHAN Geneviève (*à compter du sujet n°13*), LORIAU Annick, MIGNÉ Gilbert, MONNIER Thierry, PASQUEREAU Annick, RENAUDIN Nadine, SEGUINET Annie et VILLAIN Emilia formant la majorité des membres en exercice.

EXCUSÉS (3) :

CRAIPEAU Martine a donné pouvoir à PASQUEREAU Annick,
THIBAUD Mickaël a donné pouvoir à MONNIER Thierry,
LE BIHAN Geneviève a donné pouvoir à BIRONNEAU Patrice,

Le procès-verbal de la dernière séance du conseil municipal est adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Le conseil municipal a choisi pour secrétaire VILLAIN Emilia et BRINSTER Tony, Directeur Général des Services, pour secrétaire auxiliaire.

Compte-rendu des décisions prises par le maire dans l'exercice de sa délégation :

Droit de préemption urbain :

- Immeuble SARL SICA – SARL FALERNE – SARL BELLEVUE, sis 12 impasse de la Salicorne, cadastré section ZB 1012, d'une superficie de 313 m², au prix de 44 900 € - renonciation
- Immeuble Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Atlantique, sis rue de l'Océan, cadastré section AC 174, AC 362 et AC 364, d'une superficie de 600 m², au prix de 95 000 € + 4 000 € frais d'agence - renonciation
- Immeuble BAROTIN, sis 40 ter rue de Lattre de Tassigny, cadastré section AD 490 et AD 652, d'une superficie de 1236 m², au prix de 185 400 € + 14 600 € frais d'acte + 11 800 € frais d'agence – renonciation
- Immeuble SCI L'ALOES, sis 4 impasse du Clos St Hilaire, cadastré section AC 800 et AC 741 (1/3), d'une superficie de 1000 m² + 173 m², au prix de 145 000 € + 11 784 € frais d'acte + 5 250 € frais d'agence – renonciation
- Immeuble CLAVREUL, sis 1 rue des Jardins, cadastré section YI 357, d'une superficie de 269 m², au prix de 69 300 € + 6 550 € frais d'acte dont 6 800 € frais d'agence (vendeur) – renonciation
- Immeuble DEWERTZ, sis 29 allée des Bouvreuils, cadastré section AK 476 et AK 477, d'une superficie de 1 402 m², au prix de 261 000 € + 19 850 € frais d'acte – renonciation
- Immeuble DEGAT, sis 1 bis rue d'Angles, cadastré section YI 593, d'une superficie de 310 m², au prix de 123 700 € dont 8 700 € frais d'agence – renonciation
- Immeuble GREAULT, sis 9 allée des Rouges Gorges, cadastré section AK 271, d'une superficie de 762 m², au prix de 235 000 € - renonciation
- Immeuble GUIART, sis 331 impasse des Balleraisses, cadastré section ZP 441, d'une superficie de 898 m², au prix de 270 000 € - renonciation
- Immeuble SCI MARISA, sis 2 rue Aristide Briand, cadastré section AD 786, d'une superficie de 45 m², au prix de 40 000 € dont 4 000 € frais d'agence – renonciation
- Immeuble BELLIER, sis 3 rue des Tulipes, cadastré section YI 33p, YI 345 et YI 347p, d'une superficie de 796 m², au prix de 46 000 € dont 6 000 € frais d'agence – renonciation
- Immeuble BASLEY IMMOBILIER et LES TERRAINS DE JULES VERNE, sis rue Alexandre Herbert, cadastré section AD 252p et AD 1032p, d'une superficie de 85 m², au prix de 15 000 € - renonciation
- Immeuble SICA, SARL BELLEVUE IMMOBILIER, sis 9 rue de la Guimauve, cadastré section ZB 926, d'une superficie de 381 m², au prix de 41 900 € - renonciation
- Immeuble SICA, SARL BELLEVUE IMMOBILIER, sis 21 rue de la Guimauve, cadastré section ZB 917, d'une superficie de 530 m², au prix de 65 000 € - renonciation
- Immeuble BERNARD, sis 2 rue de l'Echo du Stade, cadastré section AC 851, d'une superficie de 493 m², au prix de 48 100 € + 5 200 € frais d'acte + 3 900 € frais d'agence - renonciation

Marchés publics :

- Marché restructuration de la mairie
 - Avenant n°1, LOT 01 : VRD et aménagements extérieurs, Entreprise JB Service (Aubigny les Clouzeaux), modification de la surface de revêtement et fourniture de clous podotactiles sur 14 ml, sur 2 marches et sur 1 marche : MOINS VALUE de 20 018.80 € HT.
 - Avenant n°1, LOT 03 : Gros œuvre, entreprise BRUNET Henri (Luçon), travaux non réalisés et option non retenue : MOINS VALUE de 7 927.56 € HT.
 - Avenant n°1, LOT 04 : Etanchéité, entreprise NOURRY couvertures (Pont Saint Martin), travaux non exécutés : MOINS VALUE de 680.00 € HT.
 - Avenant n°1, LOT 06 : Menuiseries extérieures aluminium, entreprise SECOM Alu (La Mothe Achard), complément de stores + film, affichage : PLUS VALUE de 5 232.00 € HT.
 - Avenant n°1, LOT 07 : Métallerie, entreprise BOCQUIER (Moutiers les Mauxfaits), habillage complémentaire, PLUS VALUE de 1 513.80 € HT.

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

- Avenant n°1, LOT 08 : Menuiseries intérieures, entreprise DAMBRON (Saint Michel en l'Herm), travaux complémentaires et prestations non réalisées : MOINS VALUE de 1 741.38 € HT.
 - Avenant n°1, LOT 09 : Cloisons sèches, entreprise STIL (Chapelle Achard), complément habillage des murs : PLUS VALUE de 1 497.50 € HT.
 - Avenant n°1, LOT 10 : Faux Plafonds, entreprise TECHNI Plafonds (Mortagne sur Sèvre), faux plafond zone archives : PLUS VALUE de 1 435.05 € HT.
 - Avenant n°1, LOT 14 : Plomberie, chauffage, entreprise ECCS (La Roche sur Yon), travaux complémentaires appareillage et vidoir : PLUS VALUE de 1 486.77 € HT.
 - Avenant n°1, LOT 15 : Peinture, entreprise ROGER (Saint Gilles Croix de Vie), travaux complémentaires : PLUS VALUE de 2 847.57 € HT.
- Marché de fourniture d'une balayeuse aspiratrice compacte multifonctions, entreprise Espace Emeraude, MOD LITTORAL (85000 La Roche sur Yon) pour un montant de 73 500.00€ HT.
 - Marché de fourniture et pose d'éléments de glisse urbaine ; société 3 R FACTORY (56220 LIMERZEL) pour un montant de 41 615.00€ HT.

Le conseil municipal prend acte des décisions du maire.

2018032701 Budget principal approbation du compte de gestion 2017

M. MIGNÉ, Adjoint, expose les résultats du compte de gestion 2017 du budget principal présenté par le receveur municipal,

Recettes de fonctionnement : 4 916 282.52 €, Dépenses de fonctionnement : 3 732 132.78 €

Recettes d'investissement : 4 645 847.03 €, Dépenses d'investissement : 3 358 405.38 €

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, APPROUVE le compte de gestion 2017 du budget principal.

2018032702 Budget assainissement approbation du compte de gestion 2017

M. MIGNÉ, Adjoint, expose les résultats du compte de gestion 2017 du budget assainissement présenté par le receveur municipal :

Recettes de fonctionnement : 449 988.52 €, Dépenses de fonctionnement : 189 712.19 €

Recettes d'investissement : 2 660 566.71 €, Dépenses d'investissement : 230 992.48 €

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, APPROUVE le compte de gestion 2017 du budget assainissement.

2018032703 Budget principal vote du compte administratif 2017

M. MIGNÉ, Adjoint, donne lecture du compte administratif 2017 du budget principal, dont les résultats, qui sont identiques à ceux du compte de gestion 2017, sont les suivants :

Recettes de fonctionnement : 4 916 282.52 €, Dépenses de fonctionnement : 3 732 132.78 €

Recettes d'investissement : 4 645 847.03 €, Dépenses d'investissement : 3 358 405.38 €

M MIGNÉ présente un tableau comparatif 2016-2017 en fonctionnement et investissement.

M le Maire quitte l'assemblée pour ne pas participer au vote, M MIGNÉ est élu président de séance. Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, APPROUVE le compte administratif 2017 du budget principal.

2018032704 Budget assainissement vote du compte administratif 2017

M. MIGNÉ, Adjoint, donne lecture du compte administratif 2017 du budget assainissement, dont les résultats, identiques au compte de gestion 2017, sont les suivants :

Recettes de fonctionnement : 449 988.52 €, Dépenses de fonctionnement : 189 712.19 €

Recettes d'investissement : 2 660 566.71 €, Dépenses d'investissement : 230 992.48 €

M le Maire quitte l'assemblée pour ne pas participer au vote, M MIGNÉ est élu président de séance. Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, APPROUVE le compte administratif 2017 du budget assainissement

2018032705 Budget principal affectation du résultat 2017

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2331-5 et suivants,
Vu l'ordonnance N° 2005-1027 du 26 Août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés,
Considérant que l'application de la comptabilité M14 implique que le résultat N-1 fasse l'objet d'une affectation :

Soit lors du budget primitif si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés préalablement,

Soit lors du budget supplémentaire si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés postérieurement,

Considérant que le résultat N-1 doit combler en priorité le besoin de financement,

Ayant entendu l'exposé de M. le 1er Adjoint,

Considérant le résultat de fonctionnement de l'exercice du budget principal au 31/12/2017 de 1 184 149.74 €

Considérant le résultat d'investissement de l'exercice du budget principal au 31/12/2017 de 1 287 441.65 €

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, DECIDE d'affecter le résultat de fonctionnement 2017 comme suit :

- **Excédent de fonctionnement capitalisé au compte 1068 - investissement : 1 184 149.74 €**
- **Résultat de fonctionnement reporté au compte 002 : 0.00 €**

Et inscrit l'excédent d'investissement, le montant de 1 287 441.65 € au compte 001 en recettes d'investissement

2018032706 Budget assainissement affectation du résultat 2017

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2331-5 et suivants,
Vu l'ordonnance N° 2005-1027 du 26 Août 2005 relative à la simplification et à l'amélioration des règles budgétaires et comptables applicables aux collectivités territoriales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux qui leur sont rattachés,
Considérant que l'application de la comptabilité M 49 implique que le résultat N-1 fasse l'objet d'une affectation :

Soit lors du budget primitif si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés préalablement,

Soit lors du budget supplémentaire si le compte de gestion et le compte administratif ont été adoptés postérieurement,

Considérant que le résultat N-1 doit combler en priorité le besoin de financement,

Ayant entendu l'exposé de M. le 1er Adjoint,

Considérant le résultat de fonctionnement de l'exercice au 31/12/2017 de 260 276.33 €
Considérant le résultat d'investissement de l'exercice au 31/12/2017 de 2 429 574.23 €
Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, DECIDE d'affecter le résultat de fonctionnement 2017 comme suit :

- **Excédent de fonctionnement capitalisé au compte 1068 – investissement : 260 276.33 €**
- **Résultat de fonctionnement reporté au compte 002 : 0.00€**

Et inscrit au compte 001 en recette l'excédent d'investissement : 2 429 574.23 €

2018032707 Budget principal vote du budget primitif 2018

M. MIGNÉ, Adjoint, donne lecture du projet de budget primitif 2018 du budget principal, qui s'équilibre en recettes et en dépenses aux montants suivants :

Section de fonctionnement : 4 259 150.00 €, Section d'investissement: 4 045 391.39 €

Les budgets de fonctionnement et d'investissement sont votés chapitre par chapitre en dépenses et en recettes.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le conseil municipal APPROUVE le budget primitif 2018 tel que présenté.

2018032708 Budget assainissement vote du budget primitif 2018

M. MIGNÉ, Adjoint, donne lecture du projet de budget primitif 2018 assainissement, qui s'équilibre en recettes et en dépenses aux montants suivants :

Section de fonctionnement : 445 000.00 €, Section d'investissement : 5 188 850.56€

Les budgets de fonctionnement et d'investissement sont votés chapitre par chapitre en dépenses et en recettes.

M MIGNÉ et M BRINSTER détaillent les programmes de travaux envisagés à compter de 2018 (réhabilitation de la station d'épuration, réfection des réseaux alimentant la station d'épuration...). M le Maire évoque les enjeux liés aux transferts de compétence, les impacts environnementaux liés aux modifications de traitement de la filière boue de la station d'épuration ainsi que le rôle des agriculteurs.

Le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, APPROUVE le budget primitif 2018 assainissement tel que présenté.

2018032709 Vote des taux des 3 taxes

M. MIGNÉ, Adjoint, rappelle que la commune ne peut désormais délibérer que sur les 3 taxes ménage (Taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe foncière sur les propriétés non bâties) et que le montant de la Contribution Foncière des Entreprises (CFE), figé sur l'année 2016 est reversé à la commune au travers des Attributions de Compensation (AC). Il souligne que le conseil municipal a décidé d'appliquer un abattement général à la base de 15% sur la taxe d'habitation, cet abattement s'applique uniquement sur les résidences principales.

Il rappelle les taux communaux 2017 :

* Taxe d'habitation	21.10 %
* Taxe foncière sur les propriétés bâties	10.20 %
* Taxe foncière sur les propriétés non bâties	27.33 %

M BIRONNEAU rappelle qu'il a été annoncé à la population que les élus travailleraient sur un principe de majoration de la taxe sur le foncier non bâti, afin d'encourager la construction sur des terrains constructibles.

M MIGNÉ explique qu'il a commencé à se renseigner sur ce sujet et que la commission va travailler pour rassembler les tenants et les aboutissants sur cette thématique.

M BRINSTER précise qu'un tel projet nécessiterait que le conseil municipal délibère de manière spécifique mais qu'il est nécessaire au préalable de cibler les terrains et les conditions d'application de la majoration de la taxe.

Mme AUNEAU demande comment la commune peut maintenir ses résultats si les taux n'augmentent pas mais que les dotations baissent.

M MIGNÉ et M BRINSTER expliquent que les bases augmentent tous les ans et que l'augmentation du nombre de constructions génère aussi des recettes fiscales.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le conseil municipal DECIDE de voter les taux de chacune des 3 taxes comme suit :

* Taxe d'habitation	21.10 %
* Taxe foncière sur les propriétés bâties	10.20 %
* Taxe foncière sur les propriétés non bâties	27.33 %

2018032710 Subvention aux Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté

M MONNIER, Adjoint, présente au conseil municipal la demande de participation financière pour les Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté. Celle-ci s'élève à la somme de 244.00 € pour l'année scolaire 2017/2018 (122 élèves X 2€)

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, DECIDE de verser au R.A.S.E.D, pour l'année scolaire 2017/2018, la participation demandée soit 244.00€, AUTORISE M le Maire à signer tout document nécessaire à l'application de la présente délibération.

2018032711 Convention de transfert les villas de l'océan

M BIRONNEAU, Adjoint, expose : le lotisseur des « villas de l'océan » a déposé en Mairie de Longeville sur Mer, un dossier de demande de Permis d'Aménager en vue de réaliser un lotissement à usage principal d'habitation sur un terrain cadastré section ZB n°778 chemin de la Chambre à Longeville sur Mer.

Ce Projet prévoit les équipements communs indiqués ci-après :

- Les espaces de voiries, espaces verts, plantations, stationnements désignés comme suit :
 - Voirie (stationnement compris) d'une contenance de 790m²
 - Espaces verts d'une contenance de 158m²
 - Espaces communs d'une contenance de 655m²
- Les différents réseaux :
 - Eaux potable
 - Eaux pluviales et eaux usées
 - Electricité et éclairage public souterrain
 - Téléphone (réseau souterrain desservant chaque lot)

Le lotisseur a présenté une demande tendant à ce que les équipements communs de lotissement puissent ultérieurement être classés dans le domaine communal, la commission urbanisme a donné un avis favorable à cette demande, à condition qu'elle puisse, sans charge pour elle, contrôler la réalisation des études et des travaux pendant toute la durée des opérations.

La présente convention a pour objet de définir les modalités du contrôle par la commune, des études et de l'exécution des travaux relatifs aux équipements communs du lotissement qui ont été énumérés précédemment et dont la prise en charge après leur achèvement est envisagée par la commune

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

*M JARRY demande si le nombre de trottoirs est important et les matériaux qui les constituent.
M BIRONNEAU explique qu'ils sont peu nombreux et en enrobés, ce qui permet un entretien aisé.*

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité des membres présents ou représentés, AUTORISE M le Maire à signer cette convention de transfert et signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

2018032712 Aménagement du cœur de bourg demande de subvention

M le Maire expose : si la commune est située sur un front de mer, le cœur de bourg de Longeville sur Mer se situe à environ 3 km des plages mais aussi en dehors des axes de circulation structurants, il est assez difficile d'accès et ne bénéficie pas d'une visibilité importante.

La vie des commerces sédentaires se situe autour de l'église du XIIème siècle, inscrite aux monuments historiques depuis 1927. Le patrimoine bâti en cœur de bourg est dense et préservé, les ruelles sont étroites, la place de l'église accueille lors de ses deux marchés hebdomadaires estivaux des milliers de visiteurs. Riche de 2 500 âmes la population de la commune est âgée et vieillissante, 60% des habitations sont des résidences secondaires, la capacité d'accueil sur la commune est importante (environ 30 000 personnes, 3 plages, des villages, 13 campings, des résidences de tourisme, des colonies ...).

L'accessibilité et la mobilité en cœur de bourg est particulièrement inadaptée pour une population qui a de plus en plus de difficultés à se déplacer, mais aussi pour les milliers de touristes qui viennent découvrir les plages de notre littoral, notre cœur de bourg et son histoire, ses traditions et ses commerces.

La municipalité entend, au travers de son aménagement de cœur de bourg, répondre à ces problématiques d'accessibilité et de mobilité mais aussi améliorer le cadre de vie des Longevillais au travers d'une mise en valeur du patrimoine historique et culturel se situant à proximité de l'église Notre Dame de l'Assomption.

Il vous est proposé, au travers de cette délibération de valider le programme de travaux du centre bourg, de valider le plan de financement tel que présenté et d'autoriser M le Maire à solliciter auprès des différents partenaires (Etat, Région, Département...) les aides financières.

M le Maire rappelle que ce projet a fait l'objet d'une présentation en réunion publique pour valider les principes d'aménagement. Les travaux sont prévus à compter de septembre 2018.

Le plan de financement serait le suivant :

Postes de dépenses	HT	Participations financières HT		
Maitrise d'œuvre (Etude)	70 000.00 €	Conseil Régional aménagement des centres bourgs ruraux	90 000.00 €	10.0%
		Montant attendu subvention Etat Contrat de Ruralité fléché DSIL	270 000.00 €	30.0%
Travaux d'aménagement	830 000.00 €	Contrat Vendée Territoire :	59 753.00 €	6.6%
		Maître d'ouvrage	480 247.00 €	53.4%
Total	900 000.00 € HT	Total	900 000.00 € HT	

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le conseil municipal :

- **DÉCIDE de réaliser les travaux d'aménagement du cœur de bourg**
- **VALIDE le plan de financement tel que présenté ci-dessus**
- **AUTORISE M le Maire à solliciter les participations financières telles qu'exposées dans le plan de financement**
- **AUTORISE M le Maire à demander l'accord de débiter les travaux avant l'accord de subvention,**
- **AUTORISE M le Maire à signer toutes conventions relatives aux aides financières liées à ce projet, toutes les études et documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération**

2018032713 Recrutement des agents saisonniers

M. MIGNÉ, Adjoint, expose qu'il convient de délibérer sur le nombre de poste de saisonniers pour la saison 2018. Il propose au conseil municipal le recrutement, au maximum, de 26 postes d'agents saisonniers, qui pourraient être répartis de la façon suivante :

Services techniques : 2 postes ; Sports et animation : 2 postes ; Ecole de voile : 5 postes ;

Base de canoë : 4 postes ; Police municipale : 2 postes ; Surveillance de plage : 10 postes, Service administratif : 1 poste,

Il précise que ces agents pourront être nommés entre le 31 mars 2018 et le 29 septembre 2018 et qu'ils seront recrutés sur des indices différents, en fonction de leurs diplômes et de leurs responsabilités.

M le Maire dit que le recrutement des surveillants de plage est en cours et qu'il est proposé, pour les mineurs, d'agir comme les années passées (des refus ont déjà été effectués par le passé), à savoir, ne pas recruter de personnes mineures (même émancipées) car les caractéristiques des missions de ces agents et les responsabilités qui en découlent sont importantes et engagent directement la responsabilité du Maire.

Mme LE BIHAN ayant rejoint l'assemblée, le conseil municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, DECIDE, au vu des besoins de la saison, de créer au maximum 26 postes d'agents saisonniers à temps complet, ceux-ci pouvant être recrutés entre le 31 mars

2018 et le 29 septembre 2018, AUTORISE M le Maire à signer les arrêtés correspondants.

2018032714 Création de poste et modification du tableau des effectifs

Mme LE BIHAN, Adjoint, explique que les agents de la fonction publique territoriale peuvent bénéficier, lorsque les conditions sont réunies, d'avancements de grade ou de promotions internes. Si le conseil municipal est compétent pour créer des postes et il appartient au Maire, l'autorité territoriale, de pouvoir nommer les agents sur ces postes créés.

Il est proposé de créer un poste d'agent de maîtrise territorial à temps complet.

Il conviendra par la suite de saisir le comité technique pour supprimer les postes en surnombre.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le conseil municipal DECIDE de créer 1 poste d'agent de maîtrise territorial à temps complet, et de mettre à jour le tableau des effectifs comme ci-dessous :
44 postes dont 3 à Temps Non Complet, 35 postes pourvus et 9 postes non pourvus (dont 3 en détachement ou inactivité)

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Secteur administratif		
Attaché	1	
Rédacteur principal de 1 cl	1	
Adjoint administratif pal 1ere cl	1	
Adjoint administratif pal 2cl	3 dont 1 TNC	Dont 1 non pourvu
Adjoint administratif	2	
Secteur animation		
Adjoint d'animation pal 1 cl	1	
Adjoint d'animation de 2 cl	2	
Secteur police municipale		
Chef de police municipale	1	
Brigadier-chef pal police municipale	1	
Secteur sportif		
Educateur A.P.S. pal 1ère cl	1	
Secteur technique		
Technicien principal de 2 cl	1	Dont 1 non pourvu
Technicien	1	Dont 1 non pourvu
Agent de maîtrise territorial	2	
Adjoint technique pal 1 cl	5	
Adjoint technique pal 2 cl	12	
Adjoint technique territorial	9 dont 2 TNC	Dont 6 non pourvus

2018032715 Modification des statuts du SIVU pour l'installation et le fonctionnement d'une piste d'éducation routière

M MIGNÉ, Adjoint explique l'évolution des statuts. Depuis le 1er janvier 2018, la Communauté de communes SUD VENDEE LITTORAL a pris la compétence « Formation et éducation en matière de sécurité et notamment routière pour la jeunesse et l'adolescence ». Cette prise de compétence entraîne la représentation-substitution de cette communauté de communes en lieu et place de ses communes membres au sein du syndicat à compter du 1er janvier 2018.

La Communauté de communes SUD VENDEE LITTORAL vient en substitution des communes de Bessay, Château Guibert, Corpe, La Bretonnière/La Claye, la Couture, Les Pineaux Saint Ouen, Mareuil sur Lay Dissais, Moutiers sur Lay, Péault, Rosnay, Ste Pexine.

Il est donc nécessaire de procéder à une mise en conformité des statuts du syndicat pour en modifier notamment ses membres, leur représentation au comité syndical, ainsi que l'article relatif à la participation financière de chacun.

Le SIVU est transformé en syndicat mixte fermé et reste régi par le code général des collectivités territoriales. Lui sont applicables, les articles L 5711-1 à L 5711-5 et L 5211-1 à L 5212-34 du CGCT par renvoi de l'article L 5711-1. La Communauté de communes SUD VENDEE LITTORAL contribuera aux charges financières du syndicat au prorata des populations des communes citées supra. Pour des motifs liés aux implications budgétaire et comptable, cette évolution est envisagée en ce début d'année 2018.

Mme VILLAIN demande pourquoi il est nécessaire de délibérer sur ce sujet.

M MIGNÉ lui répond que la commune était membre d'un syndicat dont les statuts se modifient et que tous les membres sont amenés à délibérer.

M MONNIER et M MIGNÉ précisent le rôle et les missions du syndicat (instruction à la sécurité routière, pratique du vélo ...)

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le conseil municipal :

- **PREND ACTE** de la représentation-substitution de la communauté de communes SUD VENDEE LITTORAL aux communes de Bessay, Château Guibert, Corpe, La Bretonnière/La Claye, la Couture, Les Pineaux Saint Ouen, Mareuil sur Lay Dissais, Moutiers sur Lay, Péault, Rosnay, Ste Pexine, au sein du syndicat pour l'installation et le fonctionnement d'une piste d'éducation routière à compter du 1er janvier 2018, entraînant sa transformation en syndicat mixte fermé à la même date.
- **ACCEPTE** la modification des statuts du syndicat et notamment ses articles 1ers à 3 et 5 à 8 que cette substitution entraîne.
- **AUTORISE** le Maire à signer tout document relatif à ce sujet.

Questions diverses :

M le Maire remercie M MIGNÉ, le personnel de comptabilité et la commission des finances pour le travail d'approfondissement réalisé. Il souligne le niveau important des investissements de 2018 avec pour objectif l'aménagement du cœur de bourg et la construction des halles (projet présenté aux élus).

La séance est levée à 20h30.

Fait et délibéré en Mairie de LONGEVILLE-SUR-MER, les jours, mois et an que dessus.

Au registre ont signé les membres présents.

Le Maire,
Michel BRIDONNEAU

Certifié

Affiché en mairie du 30/03/2018 au 29/05/2018 (2 mois)

« Les présentes délibérations peuvent faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nantes (6, allée de l'Ile Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES Cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification »

REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

AUNEAU Florence		BIRONNEAU Patrice	
BOURASSEAU Gabriel		CRAIPEAU Martine	Absente
JARRY David		JOUSSET Didier	
LE BIHAN Geneviève		LORIAU Annick	
MIGNÉ Gilbert		MONNIER Thierry	
PASQUEREAU Annick		RENAUDIN Nadine	
SEGUINET Annie		THIBAUD Mickaël	Absent
VILLAIN Emilia			

Liste des sujets abordés :

- 2018032701 Budget principal approbation du compte de gestion 2017
 - 2018032702 Budget assainissement approbation du compte de gestion 2017
 - 2018032703 Budget principal vote du compte administratif 2017
 - 2018032704 Budget assainissement vote du compte administratif 2017
 - 2018032705 Budget principal affectation du résultat 2017
 - 2018032706 Budget assainissement affectation du résultat 2017
 - 2018032707 Budget principal vote du budget primitif 2018
 - 2018032708 Budget assainissement vote du budget primitif 2018
 - 2018032709 Vote des taux des 3 taxes
 - 2018032710 Subvention aux Réseaux d'Aides Spécialisées aux Elèves en Difficulté
 - 2018032711 Convention de transfert les villas de l'océan
 - 2018032712 Aménagement du cœur de bourg demande de subvention
 - 2018032713 Recrutement des agents saisonniers
 - 2018032714 Création de poste et modification du tableau des effectifs
 - 2018032715 Modification des statuts du SIVU pour l'installation et le fonctionnement d'une piste d'éducation routière
- Questions diverses